

l'industrie minière pendant les deux dernières décennies a puissamment contribué à l'expansion régionale.

Un grand nombre des mines actuelles sont des entreprises à long terme qui achètent des machines, des matériaux d'exploitation et des services en quantités appréciables. L'industrie minière encourage le développement de l'industrie secondaire en fournissant une source locale de matières premières. Si l'exploitation minière était limitée, cela nuirait sûrement à l'essor possible des autres secteurs. Les dispositions fiscales concernant l'industrie minière ont parfaitement réussi à favoriser un niveau satisfaisant d'exploration et un rythme remarquable d'expansion de l'une des plus importantes industries au Canada. Si on avait supprimé ces stimulants cela aurait eu de graves répercussions sur l'ensemble de l'économie et celles qu'aurait subies le nord-ouest de l'Ontario auraient été dramatiques.

• (1.00 p.m.)

Nous félicitons donc le ministre des Finances (M. Benson) de son attitude réaliste à l'égard des charbonnages et de son équité à l'égard des habitants de cette région ainsi qu'envers cette industrie elle-même.

**M. J. Chester MacRae (York-Sudbury):** Monsieur l'Orateur, le député de Thunder Bay (M. Penner) a donné un excellent exemple de concision oratoire. Je vais essayer d'en faire autant. Ses remarques sur la pollution m'ont beaucoup intéressé car c'est un problème majeur tant pour le Canada que pour tous les peuples de notre vaisseau spatial, la Terre. L'homme devra s'attaquer et peut-être résoudre ces problèmes peut-être même de notre temps. Je félicite le député de ses excellentes remarques à ce sujet.

Je n'interviendrai que brièvement dans ce débat sur le budget. Je fais suite à un grand nombre d'orateurs qui, pour la plupart, se sont montrés perspicaces, réfléchis et constructifs. On s'attend évidemment à ce que les partisans du gouvernement en chantent les louanges et que les députés de l'opposition le critiquent. C'est normal car c'est notre travail. Comme Votre Honneur l'a appris au cours de sa longue expérience, il faut toujours être optimiste en politique. C'est toujours le parti le plus sage. Il n'est jamais sage, et en fait souvent dangereux, d'être réaliste et presque fatal d'être pessimiste. Dans mes remarques je vais m'efforcer de trouver un juste milieu et d'être réaliste tant à l'égard du budget qu'à l'égard d'autres sujets que j'aimerais évoquer.

Il serait très difficile de trop critiquer la suppression de la surtaxe. J'en reparlerai tout à l'heure. Il serait difficile de critiquer le relèvement des exemptions qui interviendra en 1972. C'est une excellente décision. Je suis cependant surpris que le gouvernement n'ait pas relevé l'exemption des gens mariés au moins à \$3,000 par an. Cela aurait été beaucoup plus judicieux. L'exemption en faveur des mères qui travaillent et des parents pour le gardiennage de leurs enfants est indéniablement excellente. On aurait dû le faire depuis longtemps. Le fait que de nombreux petits salariés dont le revenu imposable est inférieur à \$500 aient été rayés des listes d'imposition est un pas dans la bonne direction. On ne peut également pas trop critiquer certaines exemptions foncières.

Il aurait cependant fallu indiscutablement supprimer une taxe. C'est la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction. Voilà des années que mon parti le demande, en fait depuis sa création même. Je ferai tout à l'heure quelques remarques sur le discours du député de Trinity (M. Hellyer) et de nombreux autres. Je suis persuadé que bien des députés de la majorité aimeraient que cette taxe soit supprimée car elle relancerait notre industrie du bâtiment. Un de nos principes fondamentaux est que chaque citoyen canadien devrait disposer d'un logement décent. Ceci évidemment est un des facteurs qui nous empêchent d'y parvenir.

Les journaux ont fait des commentaires intéressants sur le débat du budget. Je songe encore ici au député qui m'a précédé. Il a cité plusieurs éditoriaux et commentaires favorables et ainsi de suite. Je ne l'en blâme nullement. De fait, je l'en félicite. Je voudrais vous citer un éditorial d'un excellent journal de la ville où j'habite, Fredericton, le *Daily Gleaner*. Il a paru un jour ou deux après la présentation du budget. Même s'il contient des critiques, il révèle une juste optique et de la réflexion. Presque toutes—sinon toutes—les critiques y sont positives et justes. L'éditorial s'ouvre sur les premiers mots de l'exposé budgétaire du ministre des Finances (M. Benson):

«C'est un événement important et historique»

et ensuite:

Mais après avoir entendu ces 16,000 mots...

Je ne les ai pas comptés mais d'autres l'ont fait, à ce que je puis voir.

...la plupart des Canadiens n'auraient pas tort de se demander si les premières paroles du ministre n'étaient pas aussi exagérées que ses avantages fiscaux.

Car c'est «un budget pas pour maintenant» qu'il a présenté. Aucun dégrèvement sensible dans l'immédiat. Quelques légers changements dans l'impôt et l'accise entrent en vigueur immédiatement, mais rien qui justifie l'expression «événement important.»

Le 1<sup>er</sup> juillet, la surtaxe de 3 p. 100 sur l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés disparaîtra.

Je ne me rendais pas compte du fait ci-après que signale l'article:

Le célibataire qui gagne \$5,000 par année touchera 23c. de plus par semaine...

L'auteur de l'éditorial passe ensuite à la question de l'indemnité des députés, sujet plutôt délicat pour quelques-uns. Je cite:

On n'a pas relevé les exemptions forfaitaires depuis 1963. Mais alors, il a fallu faire des redressements considérables pour les aligner sur la réalité. Ces relèvements devraient s'étaler sur des années et se fonder sur le coût de la vie et la montée en flèche de l'inflation.

Je sais qu'il n'est pas tout à fait conforme au Règlement de parler d'un vote tenu à la Chambre. Nous l'apprenons tôt après être entrés à la Chambre, et je suis ici depuis 14 ans, mais j'espère que le gouvernement trouvera quelque moyen d'ajuster la hausse de l'indemnité des députés. Si nous voulons recruter les meilleurs candidats, nous devons y pourvoir. Nous ne pouvons espérer voir des hommes jeunes quitter leurs familles et leurs foyers pour entrer à la Chambre et recevoir un salaire